


Informations de base	
2023/0211(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	En attente de la décision de la commission parlementaire
Fourniture de services en euros numériques par des prestataires de services de paiement établis dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro Modification Règlement 2021/1230 2020/0145(COD) Subject 2.50.04 Banques et crédit 2.50.04.02 Monnaie et paiements électroniques, virements transfrontaliers 4.60.08 Sécurité des produits et des services, responsabilité du fait du produit Priorités législatives Déclaration commune 2023-24	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>ECON</div> Affaires économiques et monétaires	NAVARRETE ROJAS Fernando (EPP)	16/12/2024
		Rapporteur(e) fictif/fictive PAPANDREOU Nikos (S&D) ZIJLSTRA Auke (PFE) BARTULICA Stephen Nikola (ECR) BOYER Gilles (Renew) BOESELAGER Damian (Greens/EFA) TRIDICO Pasquale (The Left)	
	Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	<div>ECON</div> Affaires économiques et monétaires	BERGER Stefan (EPP)	19/07/2023
	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination

	<div>ITRE</div> Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d’avis.	
	<div>IMCO</div> Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d’avis.	
	<div>JURI</div> Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d’avis.	
	<div>LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d’avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux		MCGUINNESS Mairead
Comité économique et social européen			





Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
28/06/2023	Publication de la proposition législative	COM(2023)0368 	Résumé
11/09/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
13/11/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		

Informations techniques

Référence de la procédure	2023/0211(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2021/1230 2020/0145(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	ECON/10/00237

Portail de documentation

Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE778.135	03/11/2025	
Amendements déposés en commission		PE781.236	19/12/2025	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2023)0368 	28/06/2023	Résumé
Document annexé à la procédure		SEC(2023)0257 	29/06/2023	
Document annexé à la procédure		SWD(2023)0233 	29/06/2023	
Document annexé à la procédure		SWD(2023)0234 	29/06/2023	
Parlements nationaux				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	NL_SENATE	COM(2023)0368	26/02/2024	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES3599/2023	20/09/2023	
Informations complémentaires				
Source	Document	Date		
Commission européenne	EUR-Lex			

Fourniture de services en euros numériques par des prestataires de services de paiement établis dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro

2023/0211(COD) - 28/06/2023 - Document de base législatif

OBJECTIF : établir des règles concernant les obligations spécifiques que les prestataires de services de paiement constitués dans les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro doivent respecter lorsqu'ils distribuent l'euro numérique, ainsi que la surveillance et l'application de ces obligations.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la présente proposition complète la [proposition de règlement](#) établissant l'euro numérique en ce qui concerne **les services numériques en euros fournis par des prestataires de services de paiement constitués dans un État membre dont la monnaie n'est pas l'euro**. Pour que la prestation de services numériques en euros par des prestataires de services de paiement constitués dans un État membre dont la monnaie n'est pas l'euro dans la zone euro soit dûment surveillée par les autorités compétentes de l'État membre dont la monnaie n'est pas l'euro, il est nécessaire de fixer les règles qui s'appliqueront à ces prestataires de services de paiement.

CONTENU : cette proposition de règlement a pour objet d'établir des règles concernant les obligations spécifiques que les prestataires de services de paiement constitués dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro doivent respecter lorsqu'ils distribuent l'euro numérique, ainsi que la surveillance et l'application de ces obligations.

Le règlement proposé est nécessaire pour **éviter toute fragmentation du marché intérieur**, car tous les prestataires de services de paiement de l'UE, quel que soit l'endroit où ils ont été agréés, devraient être en mesure de fournir des services similaires afin de servir au mieux les entreprises et les citoyens.

Plus précisément, la proposition établit des règles concernant :

- les obligations spécifiques que les prestataires de services de paiement constitués dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro doivent appliquer lorsqu'ils fournissent des services de paiement numérique en euros;
- la supervision et l'application des obligations par les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro;
- les obligations spécifiques que les fabricants d'équipements d'origine de dispositifs mobiles et les fournisseurs de services de communication électronique établis dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro appliquent en relation avec l'euro numérique.

Tous les prestataires de services de paiement constitués dans l'Union devraient être en mesure de distribuer des services de paiement en euros numériques dans les mêmes conditions aux personnes physiques ou morales résidant ou établies dans les États membres dont la monnaie est l'euro, aux personnes physiques ou morales qui ont ouvert un compte numérique en euros au moment où elles résidaient ou étaient établies dans les États membres dont la monnaie est l'euro, mais qui ne résident plus ou ne sont plus établies dans ces États membres, ainsi qu'aux visiteurs de la zone euro.

Les prestataires de services de paiement constitués dans les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro devraient également :

- être en mesure de distribuer l'euro numérique à toute autre personne physique ou morale résidant ou établie dans les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro et dans d'autres pays de l'Espace économique européen ou dans tout pays tiers, sous réserve de conditions spécifiques;
- appliquer les mêmes règles que les prestataires de services de paiement constitués dans les États membres dont la monnaie est l'euro aux fins de la distribution de l'euro numérique. Cela est essentiel pour que la distribution de l'euro numérique par tous les prestataires de services de paiement constitués dans l'Union se fasse de manière uniforme.

La fourniture de services de paiement en euros numériques par des prestataires de services de paiement constitués dans des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro devrait être soumise aux mêmes normes de surveillance que celles appliquées aux prestataires de services de paiement constitués dans des États membres dont la monnaie est l'euro.

Suivi

La proposition comprend un plan général de suivi et d'évaluation de l'impact sur les objectifs spécifiques, qui prévoit que la Commission procède à un premier examen trois ans après la date d'application du règlement (et tous les trois ans par la suite) et qu'elle fasse rapport au Parlement européen et au Conseil sur ses principales conclusions.